

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
N° 204 : du 1^{er} juillet au 31 août 2024

Japon

- La Banque du Japon poursuit la normalisation de sa politique monétaire
- Un renforcement de la coopération pour la décarbonation en Asie
- Le géant canadien de la distribution *Couche-tard* convoite le leader japonais des *kombinis* *Seven&i*
- L'entreprise taïwanaise *ASE*, leader en *packaging* de semi-conducteurs, s'installe au Japon
- L'industrie automobile japonaise secouée par des révélations de fraudes aux tests de certification
- Sakana AI* annonce un investissement de *Nvidia* et le lancement d'une intelligence artificielle (IA) qui se propose d'automatiser la recherche scientifique

Corée du Sud

- La Corée du Sud propose une augmentation de +3,2 % de son budget pour 2025
- Le nombre de naissances en Corée du Sud augmente pour la première fois depuis 8 ans
- L'économie sud-coréenne s'est contractée au deuxième trimestre 2024 en raison d'une demande intérieure insuffisante
- T'Ways* devient la troisième compagnie aérienne sud-coréenne à desservir Paris
- LG* lance un modèle d'IA générative revendiquant parmi les meilleures performances au niveau mondial
- La Corée du Sud durcit sa réglementation sur les batteries, à la suite de l'explosion d'un véhicule électrique
- Les groupes sud-coréens s'organisent en vue de l'élection américaine

Politiques économiques

La Banque du Japon (BoJ) poursuit la normalisation de sa politique monétaire. Le 31 juillet, la BoJ a surpris la plupart des acteurs de marché en annonçant simultanément (i) un nouveau relèvement de son taux directeur de [0 % ; 0,1 %] à 0,25 %, et (ii) la réduction de ses achats mensuels d'obligations d'État japonaises (JGBs) de 400 Mds JPY par trimestre à compter de la fin du mois d'août, pour atteindre une cible d'achats mensuels à 3 000 Mds JPY (18 Mds EUR) d'ici le premier trimestre 2026. L'institution justifie sa décision par plusieurs facteurs : une confiance rehaussée dans la réalisation de l'objectif d'inflation durable autour de 2 %, sa prévision d'inflation core s'élevant à +2,5 % en 2024 et +2,1 % en 2025 ; la perspective de constitution d'une boucle prix-salaires, favorisée par les hausses de salaires records issues des négociations de printemps (+5,58 % pour les grandes entreprises et de +3,62 % pour les PME, un record depuis 1991) ; la nécessité de soutenir l'appréciation du yen face au dollar et à l'euro. Synonyme de réduction du différentiel entre les taux japonais et américains/européens, la décision de la BoJ a alimenté une appréciation soutenue du yen sur le marché des changes. En moyenne en août, la devise a évolué à son niveau le plus élevé depuis janvier 2024 face au dollar (146,2 JPY/1 USD) et à l'euro (161,1 JPY/1 EUR). [Nikkei Asia](#), [The Japan Times](#)

Un renforcement de la coopération pour la décarbonation en Asie.

Lors du 13^{ème} *Asia Business Summit* organisé le 5 juillet à Tokyo par le Keidanren – la fédération japonaise des grandes entreprises –, le Premier ministre Fumio Kishida a exprimé le souhait du Japon de prendre l'initiative quant à la décarbonation de l'Asie. Il a ainsi présenté un plan de coopération sur les 10 prochaines années pour l'AZEC (*Asian Zero Emission Community* – Communauté asiatique zéro émission), visant à soutenir la décarbonation de ses États-membres. Des coopérations sont envisagées en particulier pour les secteurs de l'électricité, des transports et de l'industrie. Dans le secteur de l'énergie, l'un des objectifs est de décarboner la production électrique, produite à plus de 70 % à partir d'énergies fossiles dans la plupart des pays adhérents de l'AZEC. Le gouvernement japonais envisage par exemple de soutenir la production d'électricité à partir de co-combustion d'hydrogène et d'ammoniac – technologies développées par le Japon – afin de réduire l'empreinte carbone des centrales, ainsi que l'élaboration d'un nouveau cadre réglementaire favorisant le développement de la capture et stockage du carbone (CCUS). Dans le secteur des transports, il est envisagé d'aménager un réseau d'approvisionnement en Asie pour le développement de carburants d'aviation durables (SAF). Une feuille de route doit être établie pour réaliser des projets de démonstration de SAF avec la participation d'entreprises de chaque pays. Dans le secteur industriel, le Japon envisage de soutenir l'utilisation de l'électricité renouvelable

dans les parcs industriels et l'introduction de technologies d'efficacité énergétique dans les pays membres de l'AZEC. Par ailleurs, un Centre asiatique zéro émission sera établi au sein de l'ERIA (*Economic Research Institute for ASEAN and East Asia*) à Jakarta (Indonésie), un *think-tank* international financé par le gouvernement japonais, pour faire des recherches sur la situation énergétique de chaque pays et élaborer des propositions de politique pour la décarbonation en Asie. Lors de la deuxième réunion ministérielle de l'AZEC, qui s'est tenue à Jakarta le 21 août sous la présidence du ministre japonais de l'Économie, du commerce et de l'industrie (METI), une déclaration commune reprenant les détails du plan de coopération annoncé par le Premier ministre Kishida a été publiée et environ 70 projets de coopération entre les pays participants et les entreprises japonaises ont été confirmés, pour atteindre un total de plus de 420 projets de coopération dans le cadre de l'AZEC. [Prime Minister's Office of Japan - Discours PM Kishida](#), [METI - AZEC Joint Statement du 21 août 2024](#), [Nikkei](#), [Nikkei](#), [Nikkei](#)

Entreprises

Le géant canadien de la distribution *Couche-tard* convoite le leader japonais des *kombinis* *Seven&i*. Le groupe japonais, actuellement valorisé à près de 5 500 Mds JPY (37 milliards USD) et qui dispose de 85 000 points de vente, principalement en Asie et aux États-Unis, s'est engagé à faire examiner l'offre non sollicitée et confidentielle de *Couche-Tard* par un comité indépendant dédié, conformément aux lignes directrices du Ministère japonais de l'Économie, du commerce et de l'industrie (METI) relatives aux acquisitions d'entreprises. Ce dernier a jugé l'offre insuffisante et souligné les obstacles réglementaires pesant sur une telle opération, qui serait la plus importante jamais réalisée au Japon, de nature à créer un groupe au chiffre d'affaires d'environ 135 Mds USD. Certaines activités du groupe comme les services de sécurité et la vente d'hydrocarbures entrent en effet dans le champ d'application de la « Loi sur le change et le commerce extérieur » japonaise, qui soumet les investissements étrangers à une autorisation préalable pour certaines activités critiques. Les autorités japonaises ont par ailleurs la possibilité de reclasser *Seven&i* en tant qu'« entreprise essentielle », compte tenu de son rôle dans l'approvisionnement alimentaire du territoire, ce qui aurait pour effet d'étendre le contrôle sur l'ensemble de l'opération. En dépit de ce premier refus, le groupe canadien a confirmé son intérêt notamment au regard d'une valorisation très inférieure à celle des leaders du marché, comme *Couche-Tard* et *Walmart*. [Nikkei Asia](#), [Nikkei Asia](#), [Nikkei Asia](#), [Japan Times](#), [Bloomberg](#)

L'entreprise taïwanaise *ASE*, leader en *packaging* de semi-conducteurs, s'installe au Japon. L'entreprise taïwanaise *ASE* (*Advanced Semiconductor Engineering*), leader mondial de l'encapsulation et de l'inspection de semi-conducteurs, a annoncé le 31 juillet l'acquisition d'un terrain de 16 ha à Kitakyushu pour 3,4 Mds JPY (23,8 Mi USD). Cette acquisition s'inscrit dans le cadre de sa stratégie d'expansion de la capacité de production, dans un contexte de croissance de la demande mondiale en semi-conducteurs et alors

que le Japon représente un pays attractif pour l'établissement de fonderies. *Taiwan Semiconductor Manufacturing Company* (TSMC) possède déjà une usine à Kumamoto et prévoit l'ouverture d'une deuxième en 2027. Il est prévu que la future usine d'ASE soit chargée du traitement en aval des semi-conducteurs produits dans les usines au Japon, y compris dans la région de Kyushu. Le terrain, situé à Wakamatsu-ku, fait partie de la « *Kita-Kyushu Science and Research City* », un projet local visant à transformer la ville en un *hub* pour l'industrie des semi-conducteurs, baptisé « *Silicon City* ». ASE, déjà présente au Japon dans la préfecture de Yamagata, étudie la possibilité de développer des technologies de *packaging* avancé qui permettent d'intégrer plusieurs puces et processeurs dans un seul composant, surmontant ainsi les limites techniques des semi-conducteurs traditionnels. Cette technologie d'emballage avancé augmente la performance des semi-conducteurs, une dimension importante pour l'entraînement des grands modèles de langage qui nécessitent d'importantes capacités de calcul. Suite à TSMC, l'arrivée d'ASE pourrait continuer d'attirer des entreprises du secteur des semi-conducteurs, consolidant la position de Kita-Kyushu comme *cluster* industriel. [Nikkei](#), [Nikkei](#), [Yomiuri](#)

L'industrie automobile japonaise secouée par des révélations de fraudes aux tests de certification. Depuis le début du mois de juin, l'industrie automobile japonaise est secouée par une série de révélations de falsification des tests de certification impliquant notamment Toyota mais également Honda, Suzuki, Mazda et Yamaha. Si la portée du scandale était initialement limitée dans la mesure où les faits remontaient à plusieurs années et les modèles incriminés étaient commercialisés presque exclusivement au Japon, le scandale a pris de l'ampleur le 31 juillet lorsque le groupe Toyota s'est vu remettre un ordre de rectification par le gouvernement, suite à la découverte d'irrégularités sur sept modèles supplémentaires. Quatre de ces sept modèles sont en effet toujours produits, tandis que six sont ou ont été vendus à l'étranger. Dans ce contexte, le Ministère des Transports a indiqué avoir contacté les agences compétentes des pays concernés afin de vérifier la sécurité des véhicules. Interrogé sur la présence de ces véhicules sur le sol français, le groupe Toyota n'a pas souhaité répondre. Cette affaire nuit d'autant plus à la réputation des marques du groupe qu'elle fait suite à plusieurs scandales similaires. Mobilisé par un lanceur d'alerte, le fabricant de mini-véhicules Daihatsu – filiale de Toyota – avait ainsi admis l'année dernière que ses équipes responsables des *crash-tests* avaient intentionnellement truqué certaines procédures afin de forcer la validation du niveau de sécurité de ses véhicules. Le constructeur avait dû fermer ses usines jusqu'à la levée de l'interdiction prononcée le 22 avril dernier. [Nikkei Asia](#), [Nikkei Asia](#)

Sakana AI annonce un investissement de Nvidia et le lancement d'une intelligence artificielle qui se propose d'automatiser la recherche scientifique. *Sakana AI*, startup pionnière de l'intelligence artificielle (IA) au Japon, a récemment annoncé une levée de fonds de 137 Mi USD, lui permettant d'atteindre une capitalisation supérieure à 1 Md USD et de rejoindre le cercle très fermé des licornes japonaises.

Nvidia, le leader mondial des processeurs graphiques, essentiels au développement des IA génératives, devient l'un des principaux investisseurs de Sakana AI. Nvidia et Sakana AI envisagent également une coopération en R&D et la formation de talents au Japon. Cet investissement donne à l'entreprise une exposition internationale alors que son marché était jusqu'alors concentré sur l'archipel japonais, témoignant de son rôle moteur dans le développement de l'IA générative au Japon. Cet investissement intervient alors que Sakana AI a annoncé le lancement de « *The AI Scientist* » en collaboration avec les universités d'Oxford et de Colombie-Britannique. Ce système d'IA serait capable de générer des idées, d'expérimenter, de rédiger des articles scientifiques et d'évaluer les résultats de manière autonome. Les concepteurs du système admettent qu'il ne possède pas encore de fonction de reconnaissance visuelle et qu'il peut commettre des erreurs lors de la rédaction et de l'évaluation des résultats. Cette avancée soulève une série de questions notamment sur les risques associés à l'autonomie des IA, comme le montrent des incidents où « *The AI Scientist* » aurait tenté de modifier son propre code. [Sakana AI](#), [Nikkei Asia](#)

Corée du Sud

Politiques économiques

La Corée du Sud propose une augmentation de +3,2 % de son budget pour 2025. Le gouvernement coréen a proposé un budget de 677 Tns KRW (510 Mds USD) pour l'année prochaine, en hausse de +3,2 % par rapport à celui de 2024. Ce projet, qui devrait être présenté à l'Assemblée nationale en septembre, fait suite à l'augmentation de +2,8 % en 2024, la plus faible depuis près de vingt ans. L'augmentation prévue des dépenses est néanmoins limitée à +0,8 % si l'on considère uniquement les dépenses discrétionnaires, hors dépenses obligatoires fixées par la Loi. Au centre de la proposition budgétaire, le poste regroupant la santé, la protection sociale et le travail devrait être en hausse de +4,8 %. Le projet de loi de finances prévoit également des augmentations respectives de +3,5 % et de +3,6 % pour les budgets de l'Éducation et de la Défense. Après une forte réduction en 2024, les dépenses consacrées à la R&D devraient croître de +11,8 %. Inversement, le poste des infrastructures (routes, bâtiments publics, etc.) devrait voir son budget diminuer de -3,6 %. Parallèlement aux dépenses, les recettes publiques devraient être en hausse de +6,5 % par rapport au budget de 2024, grâce aux résultats solides des entreprises et à la reprise progressive de la conjoncture nationale et internationale. L'amélioration prévue du déficit à 2,9 % du PIB (contre 3,6% dans le budget 2024) devrait limiter l'augmentation de la dette publique à 48,3 % du PIB en 2025. [The Korea Times](#), [Korea Pro](#), [Yonhap News Agency](#)

Le nombre de naissances en Corée du Sud augmente pour la première fois depuis 8 ans. Entre avril et juin 2024, la République de

Corée a enregistré 56 838 naissances, marquant une progression de +1,2 % par rapport à la même période de l'année précédente, selon les données compilées par *Statistics Korea*. Ces chiffres trimestriels constituent la première hausse du taux de natalité depuis le quatrième trimestre 2015, au cours duquel le nombre de naissances avait augmenté de +0,6 %. Le second trimestre a également été marqué par la deuxième plus forte hausse historique du nombre de mariages, à +17 %. L'augmentation après la pandémie de Covid-19 du nombre de mariages fait d'ailleurs partie des principales explications de la reprise trimestrielle des naissances. Les chiffres de naissances de ce trimestre n'ont toutefois pas été suffisants pour redresser le taux de fécondité, toujours à son plus bas historique à 0,72 enfant par femme, taux le plus faible des pays de l'OCDE. Selon une récente enquête d'opinion, 46 % des Sud-coréens citent les incertitudes sur leur carrière et les coûts d'éducation comme raisons de ne pas souhaiter avoir d'enfant. [The Chosun Daily](#), [AA](#), [Korea Times](#), [Reuters](#)

L'économie sud-coréenne s'est contractée au deuxième trimestre 2024 en raison d'une demande intérieure insuffisante. Le PIB pour la période d'avril à juin a reculé de -0,2 % par rapport au trimestre précédent, marquant la plus forte baisse depuis le quatrième trimestre 2022. La quatrième économie d'Asie affiche ainsi sur une base annuelle une croissance de 2,3 %, contre 3,3 % au premier trimestre 2024. Les faibles performances économiques de ce trimestre s'expliquent par les baisses de la consommation privée et des investissements dans la construction, de respectivement -0,2 % et -1,7% par rapport au trimestre précédent, qui ont nuancé la solidité des exportations, en hausse de +1,2 %. La détérioration de la consommation des ménages se reflète également dans l'indice des ventes au détail du Service coréen d'information statistique, qui s'est établi pour juillet à 101,9, en baisse de -2,3 % par rapport au même mois de l'année précédente. Toutefois, cette situation pourrait s'améliorer à mesure que la dynamique désinflationniste se poursuit : en août, la hausse des prix à la consommation s'est élevée à 2,0 % sur un an, la plus faible depuis près de trois ans et demi, en raison de la diminution des prix des produits énergétiques et d'un ralentissement sur les produits agricoles. L'inflation sous-jacente, excluant les prix plus volatils de l'alimentation et des produits énergétiques, est également modérée, à 2,1%, son niveau le plus faible depuis novembre 2021. En outre, la reprise continue des exportations coréennes contribue à rétablir le solde commercial après une année 2023 en demi-teinte. En août, les exportations coréennes ont augmenté pour le 11^{ème} mois consécutif en glissement annuel pour atteindre 57,9 Mds USD, un niveau record pour un mois d'août selon les données du Ministère sud-coréen du Commerce, de l'industrie et de l'énergie. En conséquence, l'excédent commercial sud-coréen s'est prolongé pour le 15^{ème} mois consécutif pour atteindre 3,8 Mds USD, soit 2,84 Mds USD de plus qu'au même mois de l'année précédente. [Korea Times](#), [Reuters](#), [Yonhap News Agency](#), [Yonhap News Agency](#), [The Korea Bizwire](#), [Reuters](#), [Yonhap News Agency](#), [The Chosun Daily](#), [Reuters](#)

Entreprises

T'Ways devient la troisième compagnie aérienne sud-coréenne à desservir Paris. La compagnie sud-coréenne à bas coût a débuté sa desserte Séoul-Paris à la fin du mois d'août, non sans difficulté car le vol inaugural a dû être annulé en raison d'un problème technique. La compagnie effectuera dans un premier temps quatre liaisons hebdomadaires, avant d'ajouter un cinquième vol à partir du 6 octobre. L'entrée de *T'Ways* sur cette liaison (ainsi que sur celles entre Séoul et Rome, Frankfurt et Barcelone) fait partie des mesures correctrices exigées par l'Union européenne dans le cadre du projet de fusion entre *Korean Air*, principale compagnie sud-coréenne, et *Asiana*, deuxième compagnie du pays. L'autre versant des mesures correctrices porte sur l'activité cargo d'*Asiana*, qui doit être cédée à une compagnie tierce, *Air Incheon* étant à ce stade le repreneur le plus probable. En vue de ce regroupement, *Hyundai Glovis*, filiale logistique du constructeur automobile, a annoncé en août son entrée au capital d'*Air Incheon*. [Yonhap](#), [ActuParis](#), [Maeil Business](#), [Business Korea](#)

LG lance un modèle d'IA générative revendiquant parmi les meilleures performances au niveau mondial. Le groupe sud-coréen a annoncé, début août 2024, le lancement d'un modèle d'IA en *open source*, *EXAONE 3.0*, ainsi que la version test d'une interface de *chat* pour les entreprises. Il s'agit d'une amélioration de son modèle précédent, *EXAONE 2.0*, avec un traitement 56 % plus rapide, une utilisation de la mémoire réduite de 35 % et des coûts d'exploitation réduits de 72 %. *LG* revendique des performances équivalentes aux modèles les plus connus, notamment en termes de fiabilité des réponses, et surpasserait les modèles de *Meta* et de *Google* dans 13 domaines, dont les mathématiques et le codage. Le groupe prévoit d'intégrer *EXAONE* à ses produits et services en vue de maintenir sa compétitivité, en collaboration avec ses différentes filiales. *LG AI Research* prévoit de développer la plateforme dans les domaines de la chimie, de la biologie, de la médecine, de la finance et des brevets, notamment pour la mise au point de nouveaux matériaux et substances. [Chosun Daily](#), [Business Korea](#), [Korea Times](#), [JoongAng Daily](#)

La Corée du Sud durcit sa réglementation sur les batteries, à la suite de l'explosion d'un véhicule électrique. Le 1^{er} août 2024, l'explosion d'une *Mercedes EQE* dans un parking souterrain de Séoul a blessé 23 personnes et détruit 140 véhicules. Alors que le véhicule était équipé d'une batterie fabriquée par l'entreprise chinoise *Farasis*, cet épisode alimente un climat d'hostilité envers les véhicules électriques, et en particulier ceux dotés de batteries chinoises. À la suite d'une réunion de crise, le gouvernement a émis des lignes de conduite à l'endroit des constructeurs, les invitant à divulguer leurs fournisseurs de batteries et à proposer des inspections gratuites. *Hyundai Motor Group* a été le premier constructeur à mettre en

place ces mesures, suivi par la plupart des constructeurs étrangers. Selon la presse, le gouvernement envisagerait aussi la mise en place de nouvelles certifications sur les batteries, la fin des subventions aux stations de recharge non-équipées d'un système de prévention d'incendie, voire une subvention à l'achat différenciée selon le niveau de sûreté des batteries. De son côté, la ville de Séoul a interdit la présence de véhicules électriques dans les parkings souterrains s'ils sont chargés à plus de 90 %. [Maeil Business](#), [Nikkei](#), [Reuters](#)

Les groupes sud-coréens s'organisent en vue de l'élection américaine. Les grands conglomérats comme *Samsung*, *Hyundai Motor* et *SK* sont en train d'augmenter leur budget de *lobbying* aux États-Unis en vue des effets potentiels de l'élection américaine. Un des principaux secteurs concernés est celui du véhicule électrique : la presse évoque une inquiétude du constructeur *Hyundai* et des fabricants de batteries *LG*, *SK* et *Samsung*, les déclarations hostiles du candidat D. Trump à l'égard du véhicule électrique et de l'*Inflation Reduction Act* (IRA), pendant l'été, ayant entraîné des chutes de leurs cours boursiers. Les entreprises sud-coréennes ont en effet massivement souscrit au programme d'aide mis en place par le Président Biden en vue de favoriser la production aux États-Unis dans ce domaine, avec de multiples annonces de nouveaux investissements ou d'accélération de projets existants. Le deuxième secteur fréquemment cité est celui des semi-conducteurs, les fabricants *Samsung* et *SK* ayant également vu leur indice boursier impacté par les déclarations de D. Trump critiquant les subventions versées aux groupes étrangers dans le cadre du *CHIPS Act* et évoquant un durcissement des mesures à l'encontre de la Chine, qui pourraient induire des difficultés sur les activités sud-coréennes en Chine dans ce secteur. [Korea Times](#), [JoongAng Daily](#), [Business Korea](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : M. Raphaël KELLER, chef du Service économique régional Japon-Corée du Sud
raphael.keller@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr